



Parc national  
du Mercantour

## Avis conforme N°2025-152

**Saisine par autorité administrative :** Commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée  
**Numéro de dossier :** DP n°00612925P0002  
**Pétitionnaire :** Commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée, représentée par son maire en exercice  
**Adresse :** Place de la Mairie - 06420 Saint-Sauveur-sur-Tinée  
**Nature de la demande :** Travaux en cœur de Parc national (nécessaires à une activité autorisée)  
**Intitulé du projet :** Travaux sur une construction existante : réfection toiture, pose de panneaux photovoltaïques, installation d'un système d'alimentation en eaux pluviales  
**Localisation :** La vacherie, 06420 Saint Sauveur sur Tinée - Parcelles cadastrales 0E0354, 0E0344, 0E0346

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 12,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 04 juin 2025,

**Considérant** la déclaration préalable DP n°00612925P0002 déposée le 08 avril 2025 par la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée, représentée par son maire en exercice, la demande d'avis conforme reçue le 08 avril 2025 et les pièces complémentaires déposées le 16 mai 2025 par le pétitionnaire,

**Considérant** que le projet consiste en des travaux en cœur de parc nécessaires à une exploitation agricole,

**Considérant** que le projet consiste en la réfection de certains pans de toiture par la pose de bac acier couleur gris lauze recouvert de bardeaux de mélèze, le remplacement des panneaux solaires de la vacherie et la pose d'un panneau solaire sur la cabane de Clot Rond, la pose de gouttières en zinc, l'installation d'une cuve extérieure pourvue d'un bardage mélèze et de 4 bassins d'abreuvement,

**Considérant** que ces cuves et ces bassins seront alimentées par l'eau de pluie des toitures des bâtiments par le biais de tuyaux,

**Considérant** que ces modifications architecturales ne remettent pas en cause le caractère du bâti, grâce au respect général des formes, à l'utilisation de matériaux aux coloris sobres,

**Considérant** qu'en cœur de parc, la protection vise à conserver la diversité et les fonctionnalités naturelles d'un territoire unique, sentinelle des Alpes méridionales, en intégrant le contexte du changement climatique,

**Considérant** cependant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci, notamment l'objectif XVII « protéger et sauvegarder le patrimoine bâti »,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande**

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable aux travaux de réfection de certains pans de toiture de la vacherie de Saint-Sauveur-sur-Tinée par la pose de bac acier couleur gris lauze recouvert de bardeaux de mélèze, de remplacement des panneaux solaires et de pose d'un panneau solaire sur la cabane de Clot Rond, de pose de gouttières en zinc sur les bâtiments, d'installation d'une cuve extérieure pourvue d'un bardage mélèze et de 4 bassins d'abreuvement, tels que mentionnés dans la déclaration préalable DP n°00612925P0002 déposée le 08 avril 2025 par la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée, représentée par son maire en exercice, et complétée le 16 mai 2025.

### **Article 2 : Prescriptions**

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives aux caractères architecturaux

- 2.1. Les bardeaux de la toiture sont en mélèze non traité.
- 2.2. Les sous-faces des débords de couverture sont également traitées en bardeaux de mélèze ainsi que les planches de rive.
- 2.3. Le travail de découpe au niveau des deux portes d'accès à la remise est conservé (porte façade sud et façade nord).
- 2.4. Les panneaux solaires sont fixes, noirs, mats et sans châssis visible. Ils sont visuellement intégrés à la toiture de telle sorte qu'ils puissent être considérés comme un élément de composition à part entière de la couverture du bâtiment. Ils disposent d'un revêtement anti-réverbération.
- 2.5. Les pignons en fenil avec planches de mélèzes ne sont pas modifiés à l'occasion de ces travaux.

- Prescriptions relatives à l'installation de la cuve et des quatre bassins

- 2.6. La cuve installée à l'arrière de la cabane Clos Rond est intégrée dans le paysage grâce à un bardage mélèze horizontal en continuité du bâtiment et de même facture, tel que présenté dans le dossier.
- 2.7. Les bassins d'abreuvement sont installés de manière à ne pas subir la reptation du manteau neigeux.
- 2.8. Seul un arasement manuel est autorisé afin de d'ancrer les bassins d'abreuvement. Seul le prélèvement ponctuel de quelques pierres issues du site et nécessaires à la stabilisation des bassins peut être autorisé, en concertation avec le service territorialement compétent du Parc national lors de la première réunion de chantier.

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

- 2.9. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

Contacts : Service territorial Tinée :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr) ; 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) ; 06.24.70.20.71)

2.10. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les éventuelles zones abritant des espèces végétales protégées et d'intérêt patrimonial et situées à proximité immédiate du chantier (y compris zones de stockage des matériaux) sont mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire.

Leur repérage préalable est effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

• Prescriptions relatives aux déchets et risques de pollution accidentelle

2.11. Le chantier et ses abords sont maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Si le stockage temporaire des déchets est impossible à réaliser à l'intérieur du bâtiment, il est réalisé de manière à éviter toute dégradation ou dispersion par l'homme, la faune sauvage ou les aléas météorologiques (pluie, vent, neige).

2.12. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers, emballages, ...) est intégralement collecté et évacué en-dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées. Tout brûlage est interdit.

2.13. S'ils sont nécessaires aux travaux, les engins de type compresseur et groupe électrogène sont équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. Ceux-ci sont installés sur des bacs de rétention pour éviter toute fuite dans le milieu naturel, de même que le(s) réservoir(s) d'hydrocarbure.

2.14. Aucun rejet polluant issu des engins de chantier ou des outils thermiques (huiles, adjuvants ou hydrocarbures) n'est déversé dans le milieu naturel lors du chantier.

2.15. En cas de rejet polluant, le chef du service territorial concerné du Parc national du Mercantour est immédiatement informé, la reprise du chantier étant assujettie à son accord écrit et à la mise en œuvre des modalités de dépollution décidées d'un commun accord.

### **Article 3 : Règles de caducité**

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition au dossier numéro DP n°00612925P0002.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Cet avis conforme ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé, ni aux droits des tiers.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

## **Article 7 : Publication**

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 juin 2025

La directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copie : Service territorial de la Tinée

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.